

F. 98 — 2031

[S - C - 29232]

20 AVRIL 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant le fonctionnement du jury de la Communauté française chargé de conférer les grades d'accoucheuse, d'infirmier(e) gradué(e) et d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e), de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie ainsi que les conditions d'inscription et les conditions d'admission

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, notamment l'article 43;

Vu la directive 77/452/CEE du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres d'infirmier responsable des soins généraux et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice du droit d'établissement et de la libre prestation de services, modifiée par les directives 81/1057/CEE du 14 décembre 1981, 89/595/CEE du 10 octobre 1989, 89/594/CEE du 30 octobre 1989 et 90/658/CEE du 4 décembre 1990;

Vu la directive 77/453/CEE du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux, modifiée par la directive 89/595/CEE du 10 octobre 1989;

Vu la directive 80/1154/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 janvier 1980 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres de sage-femme et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de libre prestation de services, modifiée par les directives 80/1273/CEE du 22 décembre 1980, 89/594/CEE du 30 octobre 1989 et 90/658/CEE du 4 décembre 1990;

Vu la directive 80/155/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 janvier 1980 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès aux activités de la sage-femme et l'exercice de celles-ci, modifiée par la directive 89/594/CEE du 30 octobre 1989;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant le jury de la Communauté française chargé de conférer les grades d'accoucheuse, d'infirmier(e) gradué(e), d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e), de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 21 avril 1994, 22 avril et 5 juin 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juillet 1997 approuvant le dossier de référence de la section « Infirmier gradué » classée au niveau de l'enseignement supérieur paramédical de type court de l'enseignement de promotion sociale de régime 1.

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er} modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les établissements de promotion sociale organisant les études d'infirmier(e) gradué(e) ont adopté une structure résultant de l'arrêté du 23 juillet 1997 précité;

Considérant que ce nouveau mode d'organisation étant appliqué de manière progressive débouchera après un cycle de cinq années d'études sur la délivrance du titre d'infirmier(e) gradué(e) par les établissements d'enseignement de promotion sociale;

Considérant qu'en conséquence il convient d'adapter les conditions d'admission et d'inscription au Jury de la Communauté française précité;

Considérant la nécessité que les dispositions soient prises sans délai compte tenu de l'organisation imminente de la première session du Jury;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 16 mars 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades d'accoucheuse, d'infirmier(e) gradué(e), d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e), de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 22 avril et 5 juin 1996 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 7. Le jury délibère par section ou, selon le cas par sous-section, année d'études par année d'études, à huis clos, sur les résultats des examens et sur toute question soulevée par le président ou par cinq membres au moins.

La présence de la majorité des membres de la section ou, selon le cas, de la sous-section, année d'études par années d'études, est requise pour délibérer, celle-ci délibère valablement à la seconde réunion lorsqu'au moins 25 % de ses membres sont présents. Toutefois, le nombre minimal de membres présents ne pourra en aucun cas être inférieur à cinq.

Les décisions sont prises à la majorité de voix des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. »

Art. 2. Le deuxième alinéa de l'article 10 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il faut entendre par « examen » l'ensemble des épreuves d'une même année d'études ou, pour l'enseignement de promotion sociale, l'ensemble des épreuves des unités de formation correspondant à une année d'études, et par « épreuve » l'opération de contrôle de connaissance pour une matière déterminée ».

Art. 3. L'article 11 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 11. Nul n'est autorisé à s'inscrire à un examen organisé par le jury s'il n'est pas en mesure d'apporter par certificat la preuve, soit :

1° qu'il a déjà été admis à présenter le même examen devant un jury d'établissement d'enseignement de plein exercice et qu'il n'y a pas été reçu;

2° pour l'inscription à l'examen du jury de la première année d'études d'infirmier(e) gradué(e), qu'il a été admis, par le conseil des études d'un établissement d'enseignement de promotion sociale organisant la section « infirmier gradué », dans les unités de formation suivantes : « Infirmier gradué : Sciences infirmières : principes et exercices didactiques I et II », « Infirmier gradué : Sciences biomédicales I et II », « Infirmier gradué : Sciences humaines et sociales I et II ». « Stage : Infirmier gradué : stage d'observation » et « Stage : Infirmier gradué : stage d'initiation » et qu'il n'a pas obtenu toutes les attestations de réussite;

3° pour l'inscription à l'examen du jury de la deuxième année d'études d'infirmier(e) gradué(e), qu'il a été admis, par le conseil des études d'un établissement d'enseignement de promotion sociale organisant la section « infirmier gradué », dans les unités de formations suivantes : « Infirmier gradué : Sciences infirmières : principes et exercices didactiques III et IV », « Infirmier gradué : Sciences biomédicales III et IV », « infirmier gradué : Sciences humaines et sociales III et IV » et « Stage : Infirmier gradué : stage d'acquisition I et II » et qu'il n'a pas obtenu toutes les attestations de réussite;

4° pour l'inscription à l'examen du jury de la troisième année d'études d'infirmier(e) gradué(e), qu'il a été admis, par le conseil des études d'un établissement d'enseignement de promotion sociale organisant la section « infirmier gradué », dans les unités de formation suivantes : « Infirmier gradué : Sciences infirmières : principes et exercices didactiques V », « Infirmier gradué : Sciences biomédicales V », « Infirmier gradué : Sciences humaines et sociales V » et « Stage : Infirmier gradué : stage de renforcement I et II » et qu'il n'a pas obtenu toutes les attestations de réussite.

Sans préjudice de l'alinéa précédent sont autorisées à s'inscrire à un examen organisé par le jury les personnes titulaires d'une dépêche d'équivalence à un titre obtenu à l'étranger leur imposant de subir une ou plusieurs épreuves figurant au programme du susdit examen. »

Art. 4. Les alinéas 1^{er}, 2 et 3 de l'article 12 du même arrêté modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 21 avril 1994 et 22 avril 1996 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les personnes visées à l'article 11, alinéa 2, qui ont à présenter des épreuves figurant au programme de plusieurs examens successifs ne peuvent s'inscrire à un de ces examens que si elles apportent par certificat le preuve de la réussite de l'examen précédent. »

Art. 5. L'article 18 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 21 avril 1994 et des 22 avril et 5 juin 1996 est modifié comme suit :

— le 7° est remplacé par la disposition suivante : « 7° selon le cas, le certificat prévu à l'article 11, alinéa 1^{er} ou celui prévu à l'article 12, alinéa 1^{er}; »;

— au 8°, avant les mots « les pièces attestent... », sont insérés les mots suivants : « pour les personnes visées à l'article 11, alinéa 2 ».

Art. 6. Par mesure transitoire, les dispositions des articles 11 et 12 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 21 avril 1994, 22 avril et 5 juin 1996 resteront applicables pour permettre l'achèvement des études entamées jusqu'au terme de l'année civile 1999 pour le grade d'infirmier(e) gradué(e) et 2000 pour les grades d'accoucheuse et d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e).

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1998.

Art. 8. Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 avril 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique, du Sport
et des Relations internationales,
W. ANCIEN

VERTALING

N. 98 — 2031

[S - C - 29232]

20 APRIL 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de werking van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap belast met het toekennen van de graden van vroedvrouw, gegradueerd verpleger(-ster) en gespecialiseerd gegradueerd verpleger (-ster), gegradueerde in de kinesitherapie, gegradueerde in de arbeidstherapie en gegradueerde in de logopedie alsook van de inschrijvings- en toelatingsvoorwaarden

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 augustus 1995 houdende algemene regeling van het hoger onderwijs in hogescholen, inzonderheid op artikel 43;

Gelet op de richtlijn 77/452/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 27 juni 1977 inzake de onderlinge erkenning van de diploma's, certificaten en andere titels van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, tevens houdende maatregelen tot vergemakkelijking van de daadwerkelijke uitoefening van het recht van vestiging en vrij verrichten van diensten, gewijzigd bij de richtlijnen 81/1057/EEG van 14 december 1981, 89/595/EEG van 10 oktober 1989, 89/594/EEG van 30 oktober 1989 en 90/658/EEG van 4 december 1990;

Gelet op de richtlijn 77/453/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 27 juni 1977 inzake de coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de werkzaamheden van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, gewijzigd bij de richtlijn 89/595/EEG van 10 oktober 1989;

Gelet op de richtlijn 80/154/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 januari 1980 inzake de onderlinge erkenning van de diploma's, certificaten en andere titels van de verloskundige, tevens houdende maatregelen tot vergemakkelijking van de daadwerkelijke uitoefening van het recht van vestiging en vrij verrichten van diensten, gewijzigd bij de richtlijnen 80/1273/EEG van 22 december 1980, 89/594/EEG van 30 oktober 1989 en 90/658/EEG van 4 december 1990;

Gelet op de richtlijn van 80/155/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 januari 1980 inzake de coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de toegang tot en de uitoefening van de werkzaamheden van verloskundige, gewijzigd bij de richtlijn 89/594/EEG van 30 oktober 1989;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van vroedvrouw, gegradueerd verpleger en gegradueerde verpleegster, gegradueerde in de kinesitherapie, gegradueerde in de arbeidstherapie en gegradueerde in de logopedie, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 april 1994, 22 april en 5 juni 1996;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juli 1997 tot goedkeuring van het verwijzingsdossier voor de afdeling « gegradueerd verpleger » ingedeeld op het vlak van het paramedisch hoger onderwijs van het korte type van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de inrichtingen voor sociale promotie die de studies van gegradueerd verpleger(-ster) inrichten, een structuur voortvloeiend uit het voornoemd besluit van 23 juli 1997 hebben aangenomen;

Overwegende dat deze nieuwe wijze van inrichting die geleidelijk aan zal worden toegepast, na een cyclus van vijf studiejaar op het uitreiken van de titel van gegradueerd verpleger(-ster) door de inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie zal uitkomen;

Overwegende dat de toelatings- en inschrijvingsvoorwaarden voor bovenvermelde Examencommissie van de Franse Gemeenschap dienen te worden aangepast;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat de bepalingen zonder verwijl worden getroffen rekening houdend met de naderende inrichting van de eerste zitting van de Examencommissie;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 maart 1998,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 7 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van vroedvrouw, gegradueerd verpleger en gegradueerde verpleegster, gegradueerde in de kinesitherapie, gegradueerde in de arbeidstherapie en gegradueerde in de logopedie, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 april en 5 juni 1996, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 7. De Examencommissie beraadslaagt, met gesloten deuren, per afdeling, of desgevallend per onderafdeling, voor elk studiejaar, over de uitslag van de examens en over elk probleem dat opgeworpen wordt door de voorzitter of door ten minste vijf leden.

Om geldig te kunnen beslissen, dient voor de examencommissie de meerderheid van de leden van de afdeling, of desgevallend van de onderafdeling, voor elk studiejaar, aanwezig te zijn.

Deze beraadslaagt geldig op de tweede vergadering wanneer ten minste 25 % van haar leden aanwezig zijn. Het minimum aantal aanwezige leden mag echter in geen geval lager dan vijf zijn.

De beslissingen worden bij de meerderheid van stemmen van de aanwezige leden genomen. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend ».

Art. 2. Het tweede lid van artikel 10 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Onder « examen » dient verstaan : het geheel van proeven van eenzelfde studiejaar of, voor het onderwijs voor sociale promotie, het geheel van de proeven van opleidingseenheden die overeenstemmen met een studiejaar, en onder « proef » : het nagaan van de kennis voor een welbepaalde stof. ».

Art. 3. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 11. Niemand mag zich aanmelden voor een examen ingericht door de examencommissie als hij niet in staat is via een getuigschrift het bewijs te leveren dat hij, ofwel :

1° al toegelaten werd hetzelfde examen af te leggen voor een examencommissie van een inrichting met volledig leerplan en dat hij niet geslaagd is;

2° voor de inschrijving voor het examen van de examencommissie van het eerste studiejaar gegradueerd verpleger (-ster) toegelaten werd door de Raad voor studies van een inrichting van onderwijs voor sociale promotie waarbij de afdeling gegradueerd verpleger ingericht wordt, in de volgende opleidingseenheden : « Gegradueerd verpleger : Verpleegkundige wetenschappen : beginsels en didactische oefeningen I en II », « Gegradueerd verpleger : Biomedische wetenschappen I en II », « Gegradueerd verpleger : Humane en sociale wetenschappen I en II », « Stage : gegradueerd verpleger : waarnemingsstage » en « Stage : gegradueerd verpleger : inleidingsstage » en dat hij alle attesten van slagen niet bekomen heeft;

3° voor de inschrijving voor het examen van de examencommissie van het tweede studiejaar gegradueerd verpleger (-ster) toegelaten werd door de Raad voor studies van een inrichting van onderwijs voor sociale promotie waarbij de afdeling gegradueerd verpleger ingericht wordt, in de volgende opleidingseenheden :

Gegradueerd verpleger : Verpleegkundige wetenschappen : beginsels en didactische oefeningen III en IV, Gegradueerd verpleger : Biomedische wetenschappen III en IV, Gegradueerd verpleger : Humane en sociale wetenschappen III en IV, Stage : gegradueerd verpleger : verwervingsstage I en II », en dat hij alle attesten van slagen niet bekomen heeft;

4° voor de inschrijving voor het examen van de examencommissie van het derde studiejaar gegradueerd verpleger (-ster) toegelaten werd door de Raad voor studies van een inrichting van onderwijs voor sociale promotie waarbij de afdeling « gegradueerd verpleger » ingericht wordt, in de volgende opleidingseenheden : « Gegradueerd verpleger : Verpleegkundige wetenschappen : beginsels en didactische oefeningen V », « Gegradueerd verpleger : Biomedische wetenschappen V », « Gegradueerd verpleger : Humane en sociale wetenschappen V », « Stage : gegradueerd verpleger : verstevigingsstage I en II » en dat hij alle attesten van slagen niet bekomen heeft.

Onverminderd het vorig lid, worden de titularissen van een bericht van gelijkwaardigheid van een titel verworven in het buitenland waarbij ze verplicht worden een of meer proeven af te leggen van het programma van bovenvermeld examen, ertoe gemachtigd zich aan te melden voor een door de examencommissie ingericht examen. »

Art. 4. De leden 1, 2 en 3 van artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 april 1994 en 22 april 1996 worden door de volgende bepalingen vervangen :

« De personen bedoeld bij artikel 11, lid 2, die proeven moeten afleggen die op het programma staan van meerdere elkaar opvolgende examens mogen zich enkel aanmelden voor een van deze examens als zij het bewijs leveren via een getuigschrift van slagen voor het vorig examen. »

Art. 5. Artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 april 1994, 22 april en 5 juni 1996, wordt als volgt gewijzigd :

— het 7° wordt door de volgende bepaling vervangen : « 7° naargelang het geval, het getuigschrift bedoeld bij artikel 11, lid 1 of dat bepaald bij artikel 12, lid 1; »;

— in het 8°, voor de woorden « bewijzen de stukken... » worden de volgende woorden ingevoegd : « voor de personen bedoeld bij artikel 11, lid 2 ».

Art. 6. Bij overgangsmaatregel, blijven de bepalingen van de artikelen 11 en 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 april 1994, 22 april 1996 en 5 juni 1996 van toepassing om het voltooiën van de begonnen studies mogelijk te maken tot het einde van het burgerlijk jaar 1999 voor de graad van gegradueerd verpleger (-ster) en 2000 voor de graden van vroedvrouw en gespecialiseerd gegradueerd verpleger (ster).

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 april 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport
en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN



F. 98 — 2032

[C — 98/29276]

**8 JUIN 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
octroyant une subvention à l'Association pour la Prévention de la Violence dans les Ecoles**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 novembre 1997 contenant le budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1998;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1991 coordonnant les lois sur la comptabilité de l'Etat et en particulier les articles 55 à 58;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 mai 1998;

Vu l'accord du Ministre du Gouvernement de la Communauté française, chargé du Budget, donné le 3 juin 1998;

Vu la délibération du Gouvernement du 2 juin 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Un subside global de 50 millions de francs à imputer à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 01.04, programme d'activité 90, division organique 52 du budget de la Communauté française, dépenses du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, année budgétaire 1998, est alloué à l'Association sans but lucratif « Association pour la Prévention de la Violence dans les Ecoles », compte n° 068-2017347-65, pour la période du 1^{er} janvier 1998 au 30 juin 1999, ci-dessous dénommée « le bénéficiaire ».

Les intérêts éventuels devront être adjoints au subside sous réserve de servir au même objet que le subside lui-même et moyennant accord préalable du Comité d'accompagnement prévu à l'article 7.